

ESCOPOL FACE A LA SITUATION ACTUELLE **« Plus jamais ça ... ça suffit ! »**

L'amplification de la crise politique actuelle continue à faire régner le désordre dans la société et complique davantage la situation de la majorité de la population qui ont de plus en plus de difficulté à faire face à leur vie quotidienne.

L'accroissement de la pauvreté, de l'insécurité et de tous les fléaux négatifs de la vie en communauté présentent des risques de graves conflits sociaux qui peuvent survenir à tout moment, et sont des sources de blocages dans plusieurs secteurs :

- - Sur les élections :

Le non-respect par la CES de l'application stricte de la loi concernant l'acceptation des candidats aux élections présidentielles, fait perdre toute crédibilité aux membres de cette institution et crée déjà des doutes sur la fiabilité des résultats définitifs de ces élections.

- - Sur la Communauté internationale :

La non-reconnaissance par la Communauté internationale d'une élection qui ne respecte pas l'application stricto-sensu de la loi en vigueur, principe universelle, montre leur volonté de ne pas être complice des troubles qui peuvent surgir avant, pendant et après les élections.

- - Sur certains responsables étatiques et groupements politiques :

Les calculs politiques et la sauvegarde des intérêts personnels ont dépassé l'entendement chez certains responsables étatiques et groupements politiques. Ceci démontre qu'ils ne sont pas prêts à participer à ces élections et œuvrent par tous les moyens à saboter le processus.

- - Sur les sociétés civiles et les forces de l'ordre : FFM, CSC, CENIT, FFKM, Forces de l'ordre,... :

L'implication manifeste des responsables de la société civile et des forces de l'ordre, dans des manœuvres politiques, crée une situation ambiguë et fait perdre leur notoriété dans l'exécution des tâches qui leur sont dévolues.

Au regard de ces faits, les partis et organisations politiques regroupés au sein de l'ESCOPOL, déclarent :

L'ESCOPOL EXIGE :

1. 1) La tenue du premier tour des élections présidentielles dans les plus brefs délais.
2. 2) L'application stricte de la loi concernant la participation aux élections présidentielles et le remplacement des membres de la CES
3. 3) Le retrait des candidats qui ne remplissent et ne respectent les critères exigés pour la participation aux élections présidentielles
4. 4) La prise de responsabilité et neutralité des organisations de la société civile et militaire dans l'exécution de leurs fonctions en s'interdisant l'immixtion de la politique avec leurs missions.

L'Escopol exhorte les membres de la Communauté internationale à ne pas baisser les bras face à la situation de crise qui est de plus en plus insupportable pour la majorité des malagasy, et les encourage à continuer à chercher ensemble des solutions avec la partie malagasy, responsables politiques et organisations de la

société civile, afin que des élections libres, crédibles, transparentes et acceptées par tous, soient effectives pour réintégrer Madagascar dans le concert des Nations.

Antananarivo le 11 juin 2013

**LA COORDINATION GENERALE
RAMANANTSOA Benamina Ramarcel
Elia RAVELOMANANTSOA**

**LE BUREAU DE COORDINATION :
RAKOTOBE Hery /CST
RAMPARANY Ramanana Anthème/CST
RAMASY Adolphe/CST
RAZAFIANDRIAMBELO Njato Harinony/CT
MASO José Michel/CT
Rene TIANDRAZA /CT**